

Union Européenne : de la soumission à la Résistance



[Source : dreuz.info]

[Illustration : « Les hommes européens alors » ; « les hommes européens maintenant ».]

Par Sidney Touati

Initialement publié le 12 août 2018

Pour comprendre l'idéologie de « gauche » qui est dominante aujourd'hui en Europe occidentale, il faut revenir aux fondamentaux de mai 68. Nous avons assisté au cours de ces mémorables journées à un phénomène que je qualifierais de hold-up idéologico-politique.

Les éléments dominants dans le monde étudiant étaient issus, pour la plupart, de la petite bourgeoisie. Ces derniers aspiraient à rencontrer une classe ouvrière qu'ils mythifiaient. Se heurtant de la part des dirigeants des organisations ouvrières à un rejet massif, ceux que l'on qualifiait du terme infamant de « gauchistes » allaient entrer dans un processus de dénigrement des ouvriers français, qualifiés de petits bourgeois, de franchouillards, de « Dupont-Lajoie », de beaufs...

Toute une rhétorique issue de la vulgate maoïste, trotskiste, anarchiste, déferla dans les médias, le cinéma, la chanson, la littérature... imprégnant les notes ministérielles, inspirant les lois, dictant les politiques officielles...

S'imposa alors dans la représentation nationale une image dégradée de la classe ouvrière, dépeinte comme réactionnaire, dirigée par des pseudo-révolutionnaires, des crapules stalinienne, des bureaucrates embourgeoisés, etc.

À ces ouvriers français qui refusaient de jouer le rôle écrit pour eux par ces révolutionnaires de pacotille, on opposait le tiers-monde, le quart-monde... dont l'immigré et le Palestinien devinrent les icônes emblématiques devant lesquelles on se prosterna.

Dans l'imaginaire de cette nouvelle gauche, le sous-prolétariat, les « migrants » occupèrent la fonction jadis dévolue par le marxisme classique à la classe ouvrière.

Une intense compétition opposa l'ancienne gauche et la nouvelle. C'est cette dernière qui triompha, imposant à la société française ses normes libertaires, tiers-mondistes, solidaristes... bref ! Tout le fatras idéologique dans lequel nous stagnons depuis ces journées mémorables où l'infantilisme de gauche accéda au rang d'idéologie dominante, de credo officiel.

Lorsque la fête fut finie, les petits bourgeois révolutionnaires du « Quartier Latin » occupèrent tous les postes d'encadrement et de commandement. Ils mirent alors en pratique leur vision délirante et s'appliquèrent à détruire méthodiquement les deux classes qu'ils haïssaient le plus et qu'ils assimilaient l'une à l'autre : celle des ouvriers et celle des bourgeois, toutes deux porteuses de traditions, de mémoires, de cultures.

La destruction de la classe ouvrière française fut d'une brutalité extrême. Elle se fit par la perte de millions d'emplois industriels, induite par les délocalisations massives organisées, encouragées aussi bien par les gouvernements de gauche que par ceux de droite et par l'Union européenne en cours. La destruction du tissu industriel français fut précédée, accompagnée par une intense propagande idéologique. On donna un caractère central à des notions comme la « pénibilité », la « dangerosité », le « principe de précaution »... et autres fadaïses qui rendirent possibles et souhaitables la fermeture des usines, dans l'Hexagone, mais non outre-Rhin.

La destruction des bourgeois se fit par l'idéologie du dénigrement, la déculturation massive (il suffit de voir ce que sont devenues les principales chaînes de télévision ou l'Éducation Nationale pour prendre la mesure de l'ampleur de ce phénomène) ; par la paupérisation des classes moyennes écrasées sous le poids des impôts, taxes et autres prélèvements obligatoires ; par une sorte de dékoulakisation à la française par laquelle des milliers de responsables (chefs d'entreprise, élus...) furent traités comme des criminels et se retrouvèrent devant les juges. Le procès du malheureux notaire de Bruay-en-Artois fut l'antichambre de cette dérive dans laquelle sombra l'institution judiciaire qui fonctionna globalement sur un double postulat : présomption d'innocence renforcée (pour ne pas dire impunité totale jusqu'au crime) pour le voyou de banlieue et corrélativement présomption de culpabilité pour les responsables de tout bord.

Cette « révolution culturelle » (révo-cul, dans le langage des initiés) fut accompagnée par une immigration massive, l'apologie des « sans » (sans-abri, sans emploi...) et la dictature des minorités. En clair, quasiment tout ce qui était interdit hier devint la norme. Le renversement des valeurs fut total à

une ou deux exceptions près. Le législateur hésita devant la légalisation de l'inceste et celle de la pédophilie. Mais on osa plaider au nom du « *droit au plaisir de l'enfant* » pour valider les relations sexuelles entre un adulte et un enfant !

50 années de ce régime ont totalement bouleversé le paysage sociétal français, un peu comme si des hordes sauvages avaient déferlé sur le pays, ravageant tout sur leur passage. Les traumatismes infligés au peuple français sont profonds, douloureux.

Irréparables ?

Quelle France naîtra de ce champ de ruines ? Nul ne peut le prédire avec certitude. Si les dirigeants européens poursuivent dans la même ligne politique, celle dont la chancelière allemande est l'incarnation parfaite, alors la France changera rapidement d'identité. Elle ressemblera en bien des points à l'actuel Liban voire à certains pays d'Amérique latine. Un pays dévasté, livré à la canaille, avec des îlots ici et là hyper-protégés.

Une autre perspective est possible. Face à la destruction de l'identité de la France (cf. les travaux de Fernand Braudel), le peuple, prenant exemple sur ses héroïques aînés des années 40, peut se ressaisir et entrer en résistance. Seule la Résistance peut permettre de reconstruire la France. Ici et là des voix se font entendre. Des embryons d'opposition se mettent en place. Des États disent très clairement non à la nouvelle barbarie que Bruxelles veut imposer. Il faut poursuivre dans cette direction. Le suicide programmé n'est pas une fatalité.

Chacun peut et doit à son niveau, à la place où il se trouve, inventer les moyens de dire non à la soumission du pays au despotisme bureaucratique de Bruxelles, relayé et mis en place par les élus qui avaient pour mission sacrée de défendre le peuple et qui y ont renoncé, par lâcheté pour la plupart, par calcul et intérêt pour d'autres.

Chacun doit trouver les armes pour reconquérir dignité et liberté sans lesquelles la vie n'a pas de sens.

Comment ?

En tout premier lieu, il faut sortir de la mécanique du vote négatif du type « *je vote Hollande pour éliminer Sarkozy* » ou « *je vote Macron pour éliminer Le Pen* ». Un tel vote pervertit la fonction du suffrage universel. En deuxième lieu, il ne faut plus accorder ses suffrages à ceux qui sont porteurs de la culture de la soumission, de la trahison. Pour cela, il faut déceler dans leur langage les signes de cette politique du déclin.

Par exemple le mot « solidarité ». C'est au nom de cette belle notion de « solidarité » qu'on nous culpabilise, nous dépouille et nous asservit. Qu'on nous contraint à accueillir des millions de migrants. Basculer de la problématique de la « Fraternité » dans celle de la « Solidarité », c'est

changer de société.

La Fraternité renvoie à une origine commune et au partage des mêmes valeurs, des mêmes règles, des mêmes obligations. Elle rend possible la constitution d'un tissu social fort. (Le fameux vivre ensemble).

À l'inverse, la Solidarité, que je qualifie d'aveugle, implique l'engagement unilatéral d'un seul au profit d'un tiers qui lui ne prend aucun engagement. Si vous devenez solidaire de quelqu'un alors vous êtes tenu de payer même si le bénéficiaire de votre aide est devenu votre pire ennemi. La plupart des terroristes islamistes ont bénéficié des aides de l'État, de la « Solidarité nationale ».

La Solidarité aveugle telle que pratiquée depuis une cinquantaine d'années est un puissant facteur de dissolution de la société. Elle est génératrice de violence et l'une des principales causes de la « fracture sociale ». Elle rend très difficile l'intégration de l'autre qui reçoit sans contrepartie, sans obligation, sans rien donner. Qui de ce simple fait, se sent humilié et porté à la violence surtout dans le contexte d'expansion de l'islam politique.

Se rappeler et rappeler à ceux qui nous gouvernent que la devise de la République est « Liberté-Egalité-Fraternité » et non « Liberté-Egalité-Solidarité » comme on veut nous le faire croire. La centralité donnée à la notion de Solidarité aveugle (totalement différente de la solidarité qui s'exerce dans le cadre de la Fraternité) a détruit les soubassements de la République. Celle définie par les cinq constitutions depuis 1789 n'existe plus. Il existe bien un État français, mais il n'existe plus de République française, si ce n'est dans les mots et de manière folklorique. Il n'y a plus de « chose commune ». Comme l'admet explicitement l'ex-président Hollande, il existe deux ou trois France et au bout de ce processus, il y a la partition du pays.

Se rappeler et rappeler à ceux qui nous gouvernent que la République repose sur la « *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* » et non sur les seuls droits de l'homme comme on veut nous le faire croire. Car l'homme sans le citoyen n'est rien d'autre qu'un paria, un être abstrait, vide, un substrat indifférencié, la simple variable d'une équation dans la mathématique financière.

Il faut trouver la force de dire non à la barbarie nouvelle. Non à l'arbitraire né de ces réglementations touffues, incompréhensibles, par lesquelles on nous aliène, nous humilie, nous asservit. Il faut sauver le peuple français menacé de disparition ; il faut sauver la brillante et féconde civilisation française née de la rencontre entre Jérusalem, Athènes et Rome, que nos dirigeants ont d'ores et déjà passée par pertes et profits.

Chacun doit réapprendre à se mettre debout et à dire non. La barbarie ne passera pas.

Reproduction autorisée avec la mention suivante : © Sidney Touati
pour Dreuz.info.